

LES LUTTES DU PASSE

Mars 1970

Photocopie
d'ARTICLE PARU DANS LE MENSUEL LUTTE OUVRIERE QUI FUT
PUBLIE, DE NOVEMBRE 1965 A AVRIL 1971, PAR LES MILITANTS DE NOTRE
ORGANISATION LA
**LIGUE ANTILLAISE
DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES**

LUTTES DU PASSÉ

MARTINIQUE:

FÉVRIER 1900:

FUSILLADES

DU FRANÇOIS

Début de l'une des premières grandes grèves des travailleurs martiniquais. Le mouvement de grève commença dans les champs de cannes de l'habitation Saint Jacques. Il s'étendra progressivement à plusieurs communes : Trinité, Sainte-Marie, Lorrain, Marigot seront entraînées dans la grève. Des groupes de plusieurs dizaines de travailleurs sillonnent les campagnes, appelant leurs camarades à cesser le travail dans les champs ou dans les usines à sucre. Le 6 février, le mouvement s'étendra vers le sud, dans la région du Lamentin. Il entrainera toute la masse des travailleurs des champs de canne.

Dans un pays où la bourgeoisie exploite les travailleurs suivant les méthodes héritées de la période esclavagiste, où la minorité raciste des békés a la haute main sur tout l'appareil économique et politique, la grève, ne devait pas tarder à tourner à l'affrontement violent. C'est ainsi que le monde entier entendra les fusillades du François.

Nous reproduisons ci-dessous les propos d'un vieil ouvrier, OURA, qui vécut ces événements. (d'après Madjoumbé, journal de l'Association générale des Etudiants Martiniquais)

"J'avais alors 16 ans. J'étais apprenti tourneur. La récolte venait de commencer (depuis huit jours à peine). Sachant que la grève allait descendre du Nord, Monsieur Liautier,

"l'administrateur, avait fait venir des soldats (une trentaine). Il les hébergeait dans sa maison (cette maison existe encore-elle se trouve entre l'usine et le bourg du François, à gauche de la route, à l'endroit où celle-ci pénètre au bourg du François)."

"Le groupe de grévistes était passé à l'usine du Robert et y avait tué le feu (c'est-à-dire les foyers de combustible alimentant les installations). Lorsqu'ils se rassemblèrent au débarcadère (endroit situé à environ trois cents mètres de l'usine du François, en venant de Fort-de-France et où il existe un petit pont), le maire, Monsieur Clément (père de Charles Clément des rhums Clément actuels), alla les trouver pour les dissuader de venir à l'usine : "pas entré, yo ké kioué zott." les grévistes voulaient tuer le feu également à l'usine du François; ils refusèrent de suivre le conseil de Monsieur Clément et se dirigèrent vers l'usine."

"L'usine marchait. Les travailleurs à l'intérieur étaient occupés à leur travail. J'accompagnais Monsieur Liautier, ainsi que Sébastien, garçon de bureau. Nous nous tenions dans l'usine près de l'entrée à côté de la bascule. Je regardais venir les grévistes. Ils étaient nombreux, plus de cinquante. Ils venaient de la route et pénétrèrent sur le terrain de l'usine. Un train de wagons chargés de cannes venait d'entrer dans la cour ; il s'y arrêta et n'alla pas au pesage."

"Le lieutenant Kahn avait aligné ses hommes un peu en avant de nous (16 hommes), fusils en joue. Il avait à la main un revolver d'ordonnance. Les grévistes avançaient en groupe. Devant eux marchait un vieux congo qui les conduisait. Il les précédait de cinq ou six mètres. Ce congo, un petit homme court et costaud, paraissant avoir soixante ans environ, était du François. En dehors de son travail aux cannes, il faisait de l'herbe (à cette époque beaucoup de gens se déplaçaient à cheval, d'où ces faiseurs d'herbe qui vendaient leur herbe au bourg). Il avait un bout de coutela et l'agitait en criant au lieutenant : "cé 2 francs nou lé ; cé 2 francs nou ka mandé!" Il avançait sans peur suivi des autres grévistes - Monsieur Ouka estime qu'il ne voulait pas frapper les hommes d'armes, mais faire pénétrer les grévistes dans l'usine. Le lieutenant Kahn donna l'ordre à ses hommes de reculer : "En arrière ... Trois... six... neuf!". Ils reculèrent et se trouvèrent alors à deux ou trois mètres de l'usine. Au mot neuf, le lieutenant Kahn tira un coup de revolver dans le ventre du congo qui se trouvait à environ deux mètres de lui. On vit sortir les boyaux de l'homme. Aussitôt les fusils tirèrent. Je voyais tomber les grévistes ; je croyais qu'ils étaient étourdis, en réalité ils mouraient. Les autres grévistes prirent la fuite et se jetèrent

rent dans le champ de goyaviers qui se trouvait de l'autre côté de la route (il y a là maintenant des cannes à sucre)."

Monsieur Clément qui se trouvait dans la direction des coups de fusils fut sauvé grâce au gendarme Erimbrand qui le fit se jeter à terre. Ti-paul, le cocher de Monsieur Clément, reçut une balle qui lui défonça la tête."

"Un des grévistes s'était couché lui aussi et un moment après, croyant que c'était fini, il se leva et se mit à courir. On le mit en joue et on tira sur lui. L'homme, un gréviste du Nord, tomba mort, les deux mains en avant comme pour faire un plongeon."

"Parmi le groupe de gréviste se trouvait un chabin tout court (le portrait du défunt Bismark Monzo). Il portait un bonnet. Il semblait être un de ceux qui conduisait les grévistes. Pendant que les coups de feu partaient, il agitait son bonnet sans fuir.

Pièce coutt fisi pa té ka entré en lè-i. Un soldat lui enfonça sa baïonnette dans la cuisse ; il réussit à se retirer."

"Aux coups de feu, les ouvriers de l'usine arrêtèrent de travailler et accoururent regarder en criant : "Mi yo ka kioué mounn!" Un appel de trompette fut lancé du groupe de soldats. Aussitôt arrivèrent quinze autres soldats restés jusque là chez Monsieur Liautier. Tout le monde se mit en position pour tirer, mais les grévistes s'étaient retirés. Les quinze soldats autour de la fusillade rentrèrent alors chez Monsieur Liautier. L'usine continua de marcher."

"L'abbé Toué et un autre vinrent à l'usine pour donner l'extrême-onction aux mourants. Les morts furent ensuite exposés au presbytère."

"Beaucoup de gens se rendirent dans l'après-midi à l'usine, en curieux. Dans la soirée et durant la nuit beaucoup de gens des communes du Nord, parents et amis des victimes, vinrent au François et circulèrent dans les rues, en lançant des imprécations. Les habitants du François craignaient qu'on mît le feu à la ville."

Un an plus tard (1901) devait paraître à St-Pierre le premier manifeste socialiste qui consacrait la venue de la classe ouvrière sur la scène politique. Les socialistes rencontrèrent un grand succès dans les masses puisque Lagrosillière, chef de file des socialistes, devait être élu député.

MARTINIQUE:

MARS 1961

FUSILADES DU LAMENTIN

Dès l'ouverture de la récolte les coupeurs de canne cessent le travail pour réclamer l'amélioration des conditions de travail. En effet, les travailleurs touchaient moins de 15,00 F pour une tâche comprenant coupeur et amarreuse. Le travail durait pour cette tâche entre 8 et 12 heures. La tâche s'étendait sur 5 Km de cannes à couper en bout de 1 mètre, à mettre en paquets de 10, puis en piles de 10 paquets, soit environ 20 000 coups de sabre par jour, pour un coupeur.

Les ouvriers d'usine se solidarisent dès le début avec les coupeurs. La grève partant du Lamentin fait tâche d'huile. La gendarmerie armée de mitraillettes, "protège" des "jaunes" employés pour briser la grève. Celle-ci continue. Les provocations sont montées. Des grévistes sont arrêtés sans motifs.

Le 24 Mars, un délégué syndical est arrêté et emmené à Fort-de-France. Au Lamentin, où l'arrestation a eu lieu, la tension monte. Un rassemblement se forme au centre de la ville. Des ouvriers agricoles venant des campagnes se pressent au rassemblement et réclament la libération de leurs camarades. Des incidents opposent des manifestants à Aubéry, propriétaire de l'usine du Lamentin et des terres environnantes. Aubéry provoque la foule qui stationne devant la caserne de la gendarmerie.

Les manifestants se rassemblent ensuite dans la cour d'une école. Le maire du Lamentin, Gratiant, harangue la foule. Dehors des manifestants s'en prennent à Aubéry, qui de nouveau rôdait autour des grévistes. Ceux-ci arrêtent sa voiture, l'entourent et réclament l'augmentation du prix de la tâche. Aubéry insulte les grévistes. Ceux-ci renversent alors la voiture et Aubéry est obligé de s'enfuir. La police protège alors la maison où il s'est réfugié.

Le maire (communiste) téléphone au préfet lui conseillant de libérer les deux grévistes, toujours retenus à Fort-de-France,

afin "d'éviter de fâcheux incidents". Les forces de repression pendant ce temps se massent dans la rue menant à l'école.

En Octobre 1962, Gratiant, le maire, devait déclarer :

"La foule des grévistes s'était augmentée de citoyens venus aux "nouvelles ; et malgré l'air détendu du public et des forces de "l'ordre, il restait éminemment imprudent de laisser trop long- "temps face à face une telle quantité de personnes et une telle "quantité de mitraillettes, de pistolets et de grenades".

Mais forces de l'ordre, Préfet et Aubéry allaient s'entendre pour donner une leçon aux grévistes . Gratiant est appelé à l'autre bout de la ville pour, soit-disant, accueillir les deux grévistes revenant de Fort-de-France. Pendant ce temps les forces de répression attaquent sauvagement les manifestants.

"Résultat - devait déclarer Gratiant - 25 blessés, et 3 tués, tous " par balles de mitraillettes. Les autopsies révélèrent que l'un "des hommes tués courait 100 mètres au moins du tireur en lui "tournant le dos. L'autre se coucha sur le sol et fut atteint " par terre de dos et de bas en haut. La troisième (une jeune "fille) qui sortait de l'église voisine demandait la raison de "ce rassemblement de personnes et fut atteinte au flanc gauche. "Aucun des 25 blessés pansés à l'hôpital, pas plus que les autres "blessés légers rentrés chez eux, ne regardait l'adversaire au "moment où furent tirés les coups de feu. Aucune des victimes "ne portait d'arme".

C'était donc un assassinat de plus perpétré contre les travailleurs par les Préfet, Aubéry et compagnie.

La tuerie accomplie, le Préfet intervint pour faire donner une augmentation de 4 %. Mais les ouvriers soutenus par la vague d'indignation provoquée par la tuerie, tinrent encore 16 jours pour obtenir 8 %.

GUADELOUPE

MARS 1962

FUSILLADES DES ABYMES

Au mois de mars commence une grève des ouvriers agricoles, à la Guadeloupe. Dès les débuts du mouvement le préfet Bonhomme fait intervenir les gendarmes.

Le 10 mars, 300 ouvriers agricoles de Zévallos accompagnent les délégués syndicaux à l'usine Sainte Marthe. Leurs objectifs sont les mêmes qu'à l'ouverture de chaque récolte : augmentation du salaire pour une tâche; les coupeurs, les "amarreuses" sont principalement concernés. Parvenus à l'usine Sainte Marthe, ils trouvent une cinquantaine de C.R.S. qui occupent l'usine, soutenus par autant de gendarmes.

Aux Abymes, la S.I.A. (D'Arboussier) engage des "jaunes" et fait occuper les champs par la gendarmerie. Les coupeurs "jaunes" sont obligés de travailler sous la "protection" des forces de repression. Bientôt, fatigués, écoeurés par cette surveillance, moralement atteints, ils refuseront de travailler et se joindront aux grévistes. Plus tard, des affrontements auront lieu entre les gendarmes et les coupeurs. Les premiers feront usage de leurs armes, blessant gravement des grévistes.

Dans la région de Petit-Bourg, même tableau, les gendarmes arrêtent un coupeur, le conduisent à la gendarmerie de Petit-Bourg et le battent sauvagement.

-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-O-

DES LEÇONS

POUR LES

LUTTES A VENIR

Ces exemples de luttes menées dans le passé par les travailleurs des Antilles dites "Françaises", montrent que ni le courage, ni la combattivité n'ont manqué au prolétariat Antillais. Celui-ci s'est formé dans une colonie dépendant de la bourgeoisie française. Il est né de la transformation de l'esclavage pur et simple en travail salarié, forme moderne de l'esclavage. Les maîtres se transformaient en patrons, les esclaves en ouvriers ; mais pour les travailleurs le problème restait le même : lutter pour le renversement des classes possédantes.

Cela, ni les "socialistes" de Légitimus et Lagrosillière, ni les "communistes" du P.C.M. et du P.C.G., n'ont voulu le faire. Les premiers ont fini sans gloire dans l'Association Capital-Travail, prônée par Légitimus, les seconds sont cantonnés dans une politique électoraliste et réformiste consistant dans la conquête de municipalités ou de mandats de députés.

Ni les premiers, ni les seconds n'ont voulu poser les problèmes politiques en termes révolutionnaires. A leur début ils sont apparus comme révolutionnaires, ils ont su se lier aux masses, ils ont pris la tête des mouvements revendicatifs contre le patronat ; mais ils n'ont jamais placé ces mouvements dans la perspective d'une lutte globale pour la prise du pouvoir par les travailleurs.

Ni les premiers, ni les seconds n'ont su poser le problème de la lutte anti-colonialiste et lier celle-ci à la lutte pour la société sans classe. Les socialistes ont tout juste abordé, avec Légitimus, le problème en terme de race : ce qui fut habilement exploité par les usiniers. Ils offrirent des postes, des fonctions aux noirs et finirent même par faire de Légitimus leur homme de confiance en milieu ouvrier. Les Partis Communistes Martiniquais et Guadeloupéen, eux, votèrent l'assimilation en 1946, se mettant ainsi à la remorque de la bourgeoisie colonialiste française.

Mais toutes les expériences historiques par lesquelles sont passés les peuples de Martinique et de Guadeloupe, esclavage, travail forcé, prolétarianisation d'une part, colonisation pure et simple, puis assimilation

d'autre part, mettent celui-ci à même d'entreprendre, à travers la lutte pour l'émancipation nationale, la lutte pour le socialisme. La classe ouvrière en tant que telle existe et a connu des luttes extrêmement dures contre la bourgeoisie colonialiste. La classe ouvrière a fait aussi l'expérience du parlementarisme. On peut dire que le régime colonial, à partir de 1946, du fait de la départementalisation, s'est transformé en un régime démocratique bourgeois imparfait. La bourgeoisie locale, (béké martiniquais, petite bourgeoisie guadeloupéenne, commerçants, fonctionnaires, etc...) bénéficiaient d'une relative possibilité d'expression politique. Le P.C.G. et P.C.M. étaient tolérés, bien que les attaques contre eux furent fréquents et violents, mais cela le P.C.F. le connaissait aussi en France même (années 1950). Aucune autre colonie n'a connu le régime qui fut inauguré en 1946 à la Guadeloupe et à la Martinique, Guyane et Réunion.

Cela montre bien, et toute l'histoire passée le prouve, qu'entre le prolétariat, la paysannerie et la bourgeoisie française, aucune classe bourgeoise ne s'est sentie assez forte, n'a acquis assez d'indépendance pour mener une politique nationale anti-colonialiste. Les békés martiniquais ne peuvent maintenir leur situation que grâce à la "protection" française. Hors de cette présence, ils ne représenteraient aucun poids social face aux travailleurs.

C'est bien à cause de cela que nous formulons notre ligne politique : la lutte pour la libération nationale peut et doit déboucher sur la prise du pouvoir par la classe ouvrière, alliée à la paysannerie pauvre et aux autres couches de la petite bourgeoisie anti-colonialiste (artisans, commerçants, etc...)

Mais, avant d'en arriver là, il est nécessaire que la classe ouvrière se donne sa propre direction politique. Il est nécessaire que les militants se réclamant du marxisme consacrent toutes leurs forces à la création de cette direction politique. Celle-ci ne peut être autre chose que le Parti Ouvrier révolutionnaire. Cela suppose, que les militants révolutionnaires se situent d'une manière claire, sans équivoque sur le terrain du prolétariat.

Dans ces conditions, et dans ces conditions seules, les luttes à venir contribueront à faire avancer la cause du socialisme, non seulement aux Antilles, mais pour l'ensemble du prolétariat.

G. RASSAMY.